



La lettre de veille parlementaire

N° 26 – 6 mars 2018

Proposition de loi – Logements en accession à la propriété :

Le député Eric PAUGET (LR Alpes-Maritimes) a déposé une proposition de loi (PPL) visant à **prendre en compte dans le calcul du nombre de logements sociaux des communes, les logements en accession à la propriété.**

Si cette PPL, composée de deux articles, n'a pas vocation à être débattue en séance, elle pourrait cependant inspirer un amendement au projet de loi « *Evolution du logement et aménagement numérique* » (ELAN).

1. Inclusion des logements en accession à la propriété dans le calcul du nombre de logements sociaux (article 1^{er}),
2. Précision sur l'intégration des dispositifs « accession aidée » et « prêt social location accession » (article 2)

Table-ronde sur la revitalisation des centres-villes et ces enjeux en matière de logement et d'urbanisme commercial

La Commission des Affaires économiques de l'Assemblée nationale a organisé le mercredi 21 février une table-ronde sur la revitalisation des centres-villes et ces enjeux en matière de logement et d'urbanisme commercial.

Cette table-ronde fait partie des travaux préparatoires à l'examen du projet de loi « *Evolution du logement et aménagement numérique* » (ELAN).

Etaient conviés à cette table-ronde :

- ✓ **Valérie MANCRET-TAYLOR**, directrice générale de l'Agence nationale de l'habitat (ANAH),
- ✓ **Pierre NARRING**, membre du conseil général de l'environnement et du développement durable,
- ✓ **Gontran THÜRINA**, délégué général du conseil national des centres commerciaux (CNCC).

⇒ A cette occasion, Pierre NARRING est revenu sur l'état des lieux des centres-villes moyennes : « *le taux de vacance commerciale a progressé. La situation s'est aggravée dans les villes les plus touchées. Les taux de vacances peuvent atteindre jusqu'à 20%* ». Toutefois, il souligne également que « *ce n'est pas qu'un problème de commerce. L'habitat, les équipements publics, l'animation du centre-ville sont autour de facteurs qui s'accumulent* ». Pour ces experts, la qualité de l'environnement urbain et le cadre de vie sont des facteurs explicatifs majeurs de l'état actuel des centres-villes et centres-bourgs.

Audition de Nicolas HULOT, ministre d'Etat, ministre de la Transition écologique et solidaire

La Commission des Affaires économiques de l'Assemblée nationale a auditionné Nicolas HULOT, ministre d'Etat, ministre de la Transition écologique et solidaire, ainsi que ses deux secrétaires d'Etat, Brune POIRSON et Sébastien LECORNU, le 20 février 2017. Cette audition a été l'occasion pour le ministre de revenir sur les ambitions du Gouvernement en matière de **transition, d'efficacité et de rénovation énergétiques**. Le ministre a souligné que la transition écologique voulue par le Gouvernement, et notamment la transition énergétique « *n'aura de sens que si nous nous efforçons de la rendre socialement acceptable, culturellement désirable et économiquement pertinente* ».

Dans le cadre de cette audition, plusieurs députés ont interrogé Nicolas HULOT sur les enjeux de la rénovation énergétique.

Jean-Luc LAGLEIZE (MDM Haute-Garonne) :

Comment compte-vous assurer que les travaux de rénovation énergétique soient réalisés par des entreprises engagées sur un haut niveau d'ambition et d'exemplarité en matière d'énergie ? Que prévoyez-vous à ce sujet ?

Thierry BENOIT (UAI Ile-et-Vilaine) :

Quid des plateformes locales de rénovation énergétique dont le programme arrive à terme ?

Mickaël NOGAL (REM Haute-Garonne) : *Quel calendrier et quelles actions concernant la rénovation prioritaire des logements sociaux ?*

En réponse à ces interventions, le ministre de la Transition écologique et solidaire s'est attaché à préciser l'action de l'Etat en matière de lutte contre les passoires énergétiques, auxquelles sont confrontés près de 3,8 millions de ménages en France, dont 500 000 locataires dans le parc social.

Réponses de Nicolas HULOT, ministre de la Transition écologique et solidaire :

« *Les bâtiments résidentiels et tertiaires qui représentent 45% de la consommation énergétique, et 25% des émissions de gaz à effet de serre, sont une priorité majeure de la transition énergétique.*

L'objectif de la lutte contre la précarité est une rénovation d'au moins 250 000 passoires énergétiques par an, dont 150 000 auprès des propriétaires occupants. Le Gouvernement envisage la rénovation complète des passoires énergétiques en 10 ans.

Pour ce faire, le Gouvernement propose de massifier les gestes efficaces : aides et financements plus simples et mobilisateurs (ex : transformation du CITE en prime), simplification de l'éco-prêt, incitations des propriétaires-bailleurs pour accompagner leurs locataires, optimisation des règles de



Question écrite sur les architectes des bâtiments de France (ABF) :

Le député **Stéphane VIRY** (LR Vosges) a adressé à Françoise NYSSSEN, ministre de la Culture, une question écrite le 20 février 2018, portant sur « *le manque de continuité des architectes des Bâtiments de France* ».

La question écrite : « *M. Stéphane Viry appelle l'attention de Mme la ministre de la culture sur le manque de continuité des architectes des Bâtiments de France. Il a été interpellé par plusieurs maires de la circonscription dont il est l'élu au sujet d'un problème de cohérence concernant les architectes des Bâtiments de France qui se succèdent en poste [...]. L'incompréhension dans ces villages demeure au sujet du manque d'harmonisation des critères entre les architectes des bâtiments de France en poste et leurs prédécesseurs [...]. Cela pose donc des problèmes en termes d'intégration dans le site et de respect du patrimoine, mais aussi en termes de voisinage [...]. Il souhaiterait qu'elle puisse prendre en compte cette préoccupation* ».

Groupes d'études à l'Assemblée nationale et désignation des présidents :

Les groupes d'études de la XVème législature à l'Assemblée nationale ont été validés en Conférence des Présidents.

Parmi ceux-ci, figurent notamment :

Groupe d'études « **Eco-construction** » :

Président : **Patrick MIGNOLA** (MDM Savoie).

Groupe d'études « **Enjeux de rénovation des quartiers et habitats dégradés (logement)** » :

Co-présidents :

- **Mickaël NOGAL** (REM Haute-Garonne),
- **Stéphane PEU** (GDR Seine-Saint-Denis).

Groupe d'études « **Urbanisme** » :

Co-présidents :

- **Sébastien CAZENOVE** (REM Pyrénées-Orientales),
- **Serge LETCHIMY** (NG Martinique).

Groupes d'études « **Villes moyennes** » :

Présidente : **Annaïg LE MEUR** (REM Finistère).

Groupes d'études : « **Villes et banlieues** » :

Co-présidents :

- **Saïd AHAMADA** (REM Bouches-du-Rhône),
- **Mathilde PANOT** (FI Val-de-Marne).

Transmission du projet de loi « ELAN » au Conseil d'Etat :

La **nouvelle mouture** du projet de loi « **Evolution du logement et aménagement numérique** » (ELAN) a été transmise au Conseil d'Etat le **2 mars**. Cette version intègre en partie les préconisations de la conférence de consensus qui s'est tenue au Sénat. Un titre est entièrement dédié à la réforme du secteur du logement social. Le texte devrait être présenté en conseil des ministres fin mars – début avril.

L'article 28 habilite que le Gouvernement à prendre par voie d'ordonnances diverses mesures, dont notamment « *la dérogation à certaines obligations relatives à la maîtrise d'ouvrage publique et à l'obligation de recourir au concours d'architecture pour les organismes de logement social* ».

Parmi les mesures attendues, « *des mesures de simplifications applicables au secteur du logement social* » afin d'éviter que s'appliquent aux « *baillleurs sociaux* [...] *une stratification de règles qui peut ralentir et surenchérir les procédures* ».

Propositions du plan national de rénovation énergétique des bâtiments :

Les équipes du **plan bâtiment durable** ont présenté le 22 février 2018 **ses propositions** visant à nourrir le **plan national de rénovation énergétique des bâtiments**, qui devrait être officiellement rendu public au début du mois de mars. L'objectif de ces propositions est d'alimenter et de corriger les biais du plan national. Pour rappel, la concertation nationale sur ce projet de plan s'est achevée à la fin du mois de janvier. Le plan bâtiment durable recommande notamment d'associer pleinement les collectivités locales au pilotage du plan national. Ses préconisations portent également sur le rôle pouvant être joué par les régions, les contours d'un futur service public de la performance énergétique de l'habitat ou encore sur le déploiement des plans bâtiment durable régionaux.

Les équipes du plan bâtiment durable conseille ainsi au Gouvernement de « *réaffirmer un nombre limité d'objectifs, qui soient cohérents au regard des engagements législatifs précédents et des ambitions du Plan Climat* ».

Nomination à la présidence du conseil d'administration de l'ADEME :

Dans un communiqué publié le 23 février 2017, l'Élysée a annoncé sa volonté de nommer **Arnaud LEROY**, ex-porte-parole d'Emmanuel MACRON durant la campagne présidentielle, à la présidence du conseil d'administration de l'Agence de l'environnement et de la maîtrise de l'énergie (Ademe).

Cette nomination devrait être confirmée par le vote qui conclura son audition par les Commissions du Développement durable de l'Assemblée nationale et du Sénat le 7 mars prochain.

Action Logement change de président :

Après deux ans passés à la présidence du conseil d'administration du groupe Action Logement, Jacques CHANUT quitte ses fonctions. Le conseil d'administration a élu le 16 février 2018, et sur proposition du Medef, Bruno ARCADIPANE pour le remplacer.

Âgé de 47 ans, le nouveau président dirige notamment le groupe « Consortium peintures revêtement » (réunissant plusieurs sociétés de distribution et de fabrication de peinture). Bruno ARCADIPANE est également président du Medef Grand Est depuis 2016.